



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 13ème législature

### perspectives

#### Question au Gouvernement n° 3495

#### Texte de la question

##### CRISE DE L'EURO

M. le président. La parole est à M. Nicolas Dupont-Aignan, au titre des députés non inscrits.

M. Nicolas Dupont-Aignan. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

Je vous ai entendu. Vous vous dites préoccupé par la dette de la France, mais votre gouvernement a décidé de verser 15 milliards d'euros supplémentaires en pure perte dans le puits sans fond de la Grèce (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe UMP*), 15 milliards qui s'ajoutent à 45 milliards pour des plans de sauvetage sans issue.

Au même moment, pour payer cette folie, vous imposez aux Français un plan de rigueur et 12 milliards d'euros d'impôts supplémentaires, vous supprimez des policiers dans nos commissariats, des enseignants dans nos écoles et des infirmières dans nos hôpitaux. C'est incompréhensible pour nos concitoyens !

Ne me dites pas que vous allez sauver la Grèce, dont tous les économistes s'accordent aujourd'hui à dire qu'elle est en faillite et qu'elle ne pourra pas rembourser ses dettes. Pour retrouver sa compétitivité, la Grèce devra sortir de l'euro ! Ne me dites pas non plus que vous sauvez l'Europe. Ce sera le sens du débat de 2012 : doit-on sauver l'Europe en sauvant l'euro ? Mais les pays d'Europe qui s'en sortent et atteignent cette année 4 % de croissance, comme la Suède ou la Pologne, ne font pas partie de la zone euro.

Au contraire, les pays de la zone euro sont asphyxiés par cette monnaie trop chère, tout simplement parce qu'il est absurde d'avoir plaqué une monnaie unique sur des économies à la productivité différente. Philippe Seguin avait prédit, il y a bien longtemps, que cette politique de l'euro nous mènerait au désastre économique et social, à ce " Munich social " que vous êtes en train de mettre en oeuvre. Car la réalité est là : un million d'emplois industriels en moins et un déficit extérieur colossal.

Ma question est donc simple : quand comprendrez-vous que, pour redonner au peuple français des emplois et de la dignité, il faut protéger notre industrie, retrouver notre liberté monétaire et contrôler nos banques ?

(*Applaudissements sur quelques bancs.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. François Baroin, *ministre de l'économie, des finances et de l'industrie*. Monsieur le député, chacun sait que vous voulez toucher des droits d'auteur sur un combat du passé, mais les Français ont tranché : ils se sont engagés sur la définition de la zone euro. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

La voie que vous proposez est une impasse totale qui, au-delà de l'effondrement de la Grèce, ne mène qu'à la déstabilisation de la zone euro et à l'effondrement de la monnaie unique, avec des répercussions négatives sur l'économie mondiale : le ralentissement et la récession. Si tel est votre projet politique, dites-le, mais assumez les cortèges de chômeurs, les poussées de nationalisme et les tentations protectionnistes qu'il engendrera.

C'est un choix que, pour notre part, nous refusons. La stratégie mise en place sous l'autorité des chefs d'État et de gouvernement européens le 21 juillet est une stratégie qui repose sur deux idées simples.

La première consiste à doter la zone euro, à travers un fonds européen de stabilité financière, des moyens d'intervenir là où, auparavant, elle ne le pouvait pas. C'est un instrument flexible, accolé à la Banque centrale européenne, permettant d'intervenir par anticipation sur les marchés secondaires, les marchés d'occasion de la dette. La seconde consiste en l'implication volontaire du secteur privé aux côtés de la puissance publique dans la solidarité qui doit permettre à la Grèce de traverser cette passe difficile.

Les Grecs savent ce qu'ils ont à faire ; ils ont vis-à-vis de leurs créanciers des engagements à respecter. Nous savons, nous aussi, ce que nous avons à faire : nous devons garantir la stabilité de la zone euro, garantir la monnaie, notre bien commun, et engager notre responsabilité sur la croissance de demain. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Nicolas Dupont-Aignan](#)

**Circonscription :** Essonne (8<sup>e</sup> circonscription) - Députés n'appartenant à aucun groupe

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 3495

**Rubrique :** Politique économique

**Ministère interrogé :** Économie, finances et industrie

**Ministère attributaire :** Économie, finances et industrie

## Date(s) clé(e)s

**Question publiée le :** 28 septembre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 28 septembre 2011